

<p align="center">COMITE SYNDICAL DU 14 DECEMBRE 2023 PROCES VERBAL</p>

Ordre du jour :

Désignation d'un secrétaire de séance

Approbation du procès-verbal du Comité du 5 octobre 2023

Point n°1 - Modification de la composition du Bureau Syndical

Point n°2 - Désignation de deux membres du Bureau supplémentaires

Point n°3 – Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 01/01/2024

Point n°4 – Adoption du règlement budgétaire et financier du SIAC

Point n°5 - Détermination des durées d'amortissement des immobilisations

Point n° 6 - Décision modificative n°1 – Budget général 2023

Point n° 7 – Mise à jour du tableau des effectifs

Point n° 8 – Instauration du régime des astreintes et des indemnités d'intervention à effet au 01/01/2024

Compte-rendu des décisions du Bureau (consultable sur le site internet du SIAC)

Compte-rendu des décisions de Mme la Présidente

Agenda

Questions diverses

Désignation d'un secrétaire de séance

Gil THOMAS est désigné secrétaire de séance.

Approbation du procès-verbal du Comité du 5 octobre 2023

Le compte-rendu du Comité du 5 octobre 2023 est validé à l'unanimité.

Point n°1 - Modification de la composition du Bureau Syndical

Le Président du SIAC rappelle qu'en application du chapitre IV « administration du syndicat » et de sa section VII « Le Bureau » des statuts du syndicat, et Conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales :

« Le Bureau du syndicat est composé du Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par le Comité syndical, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total du Comité syndical ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

Toutefois, si l'application de la règle définie à l'alinéa précédent conduit à fixer à moins de quatre le nombre des vice-présidents, ce nombre peut être porté à quatre.

L'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deuxième et troisième alinéas, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze ou, s'il s'agit d'une métropole, de vingt. Dans ce cas, les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-12 sont applicables ».

La création de postes d'autres membres du Bureau est facultative et le nombre n'est pas limité.

A ce titre, compte tenu du transfert de la compétence GEMAPI « à la carte » au 01/01/2024 et de la nécessité de renforcer les échanges avec les deux EPCI adhérents à cette compétence, il est proposé de désigner deux membres du Bureau supplémentaires, le nombre de Vice-Présidents restant inchangé.

L'effectif actuel du syndicat est de 55 membres.

Vu les articles L5711-1 et L5211-10 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB – 2019- 0051 du 7 octobre 2019 approuvant la modification des statuts du SIAC,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu le rapport de Mme la Présidente,

Considérant que :

- Conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales le Bureau du syndicat est composé du Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres,
- Qu'en vertu de ce même article, le nombre de Vice-présidents est librement déterminé par l'organe délibérant sans que ce nombre ne puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de celui-ci, ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. Toutefois, si l'application de la règle définie à l'alinéa précédent conduit à fixer à moins de quatre le nombre des vice-présidents, ce nombre peut être porté à quatre. En application de la règle des 20%, ce nombre peut être porté à 11 pour le SIAC.
- L'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deuxième et troisième alinéas, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze ou, s'il s'agit d'une métropole, de vingt. Dans ce cas, les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-12 sont applicables.
- Le Bureau est composé de la présidente, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres de l'organe délibérant.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **FIXE le nombre de sièges au Bureau à 11 (onze) : la Présidente, assistée de 5 (cinq) vice-présidents et de 5 (cinq) délégués.**

Point n°2 - Désignation de deux membres du Bureau supplémentaires

La désignation de ces deux membres appelés à siéger au Bureau intervient au scrutin secret, au suffrage uninominal et dans les mêmes conditions de majorité que celles prévues pour le Président et les Vice-présidents à savoir au scrutin secret à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Il est proposé au Comité Syndical de procéder à l'élection de deux membres délégués supplémentaires appelés à siéger au Bureau du Syndicat Intercommunal du Chablais.

Après avoir rappelé les règles applicables à l'élection des membres délégués siégeant au Bureau, Mme la Présidente fait procéder à l'élection des 4^{ème} et 5^{ème} membres délégués du Bureau

Après appel à candidature, se sont proposés en tant que candidats :

- Gérard COLOMER, 4^e membre,
- Jean-Claude DENNE, 5^e membre,

Mme la Présidente a invité chaque membre du comité syndical, à l'appel de son nom à procéder à l'élection du 4^{ème} et 5^{ème} membres délégués appelés à siéger au Bureau Syndical du SIAC en remettant dans l'urne son bulletin de vote sous enveloppe et écrit sur papier blanc.

4^{ème} membre :

Après le vote du dernier élu, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote par les assesseurs désignés.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après au 1^{er} tour pour le 4^{ème} membre :

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) : 38
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) : 0
- d. Nombre de suffrages exprimés [b - c] : 38
- e. Majorité absolue : 20

Nom et prénom des candidats	Nombre de suffrages obtenus	
	En chiffres	En toutes lettres
Gérard COLOMER	38	TRENTE HUIT

5^{ème} membre :

Après le vote du dernier élu, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote par les assesseurs désignés.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après au 1^{er} tour pour le 5^{ème} membre :

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) : 38
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) : 1
- d. Nombre de suffrages exprimés [b - c] : 37
- e. Majorité absolue : 20

Nom et prénom des candidats	Nombre de suffrages obtenus	
	En chiffres	En toutes lettres
Jean-Claude DENNE	37	TRENTE SEPT

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L5211-1 et L5711-1 du CGCT,
Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB – 2019- 0051 du 7 octobre 2019 approuvant la modification des statuts du SIAC,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,
Vu le procès-verbal de l'élection des délégués appelés à siéger au Bureau annexé à la présente délibération,

Le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés proclame :

Messieurs Gérard COLOMER et Jean-Claude DENNE ayant obtenu au 1^{er} tour du scrutin la majorité absolue, sont désignés 4^{ème} et 5^{ème} délégués appelés à siéger au bureau du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais.

Point n°3 - Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 01/01/2024

Mme la Présidente du SIAC expose à l'Assemblée que la nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instauré au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

- en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
- en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;
- en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour le SIAC son budget principal avec ventilation pour les compétences « à la carte » conformément à la nomenclature (cf : Annexe n°5 - INSTRUCTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M57 - TOME V - Les règles particulières applicables aux établissements publics communaux et de coopération intercommunale).

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1^{er} janvier 2024.

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2024, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,
Vu l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,
Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB – 2019- 0051 du 7 octobre 2019 approuvant la modification des statuts du SIAC,
Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu l'avis et accord de principe du comptable public en date du 19 juillet 2023, joint à la présente délibération,

Considérant que la collectivité souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024,
Considérant que cette norme comptable s'appliquera au budget du SIAC,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **AUTORISE** le changement de nomenclature budgétaire et comptable du SIAC, avec adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 01/01/2024,
- **AUTORISE** Mme la Présidente du SIAC à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Point n°4 - Adoption du règlement budgétaire et financier du SIAC

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, expose à l'Assemblée que l'adoption d'un règlement budgétaire et financier devient obligatoire avec le passage à la nomenclature budgétaire et comptable M 57.

Il fixe les règles de gestion budgétaire et financière applicables au syndicat mixte pour la préparation et l'exécution du budget, la gestion pluriannuelle et financière des crédits et l'information des élus.

Ce règlement budgétaire et financier est adopté par le comité syndical pour la durée de la présente mandature et ne pourra être modifié que par lui.

Ce règlement budgétaire et financier fixe notamment :

- les modalités de gestion interne des autorisations de programme (AP), des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) y afférents dans le respect du cadre prévu par la loi. À ce titre, il fixe les règles relatives à la caducité des AP/AE,
- les modalités d'information de l'assemblée délibérante sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'année,
- ce dernier est valable pour la durée de la mandature et peut être révisé.

En outre, le SIAC devenant « syndicat à la carte » au 01/01/2024, ce règlement est également l'occasion de préciser les modalités d'organisation de la comptabilité analytique permettant le suivi des différentes clés de participation.

Mme la Présidente présente le projet de règlement budgétaire et financier.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **ADOpte** le règlement budgétaire et financier - référentiel budgétaire et comptable M57,
- **AUTORISE** Mme la Présidente du SIAC à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Point n°5 - Détermination des durées d'amortissement des immobilisations

Mme la Présidente expose à l'Assemblée que conformément à l'article L.2321-2 alinéa 27 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les dotations aux amortissements des immobilisations constituent des dépenses obligatoires pour les communes de plus de 3.500 habitants.

L'amortissement obligatoire concerne les immobilisations corporelles ou incorporelles acquises à compter du 1er janvier 1996. Pour rappel, les immobilisations sont des éléments d'actifs destinés à servir de façon durable à l'activité de la collectivité. Les immobilisations comprennent tous les biens et valeurs destinés à rester durablement sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité

L'amortissement est une technique permettant de constater comptablement la dépréciation d'un bien sur sa durée probable de vie et de dégager une ressource en investissement destinée à son renouvellement. La constatation de l'amortissement des immobilisations constitue une opération d'ordre budgétaire permettant de générer un crédit en recettes d'investissement (chapitre 040 / compte 28x) et un débit en dépense de fonctionnement (chapitre 042 / compte 6811). L'amortissement peut être réalisé selon trois méthodes différentes : linéaire, variable ou dégressive ; la méthode linéaire étant favorisée par les collectivités.

L'article R.2321-1 du CGCT précise les immobilisations concernées par ce dispositif. L'article R.2321-1 du CGCT précise également le principe selon lequel l'assemblée délibérante a la possibilité de fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an.

L'amortissement commence à la date de mise en service, conformément à la règle du prorata temporis. Néanmoins, le Comité Syndical peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires...). Cette simplification consiste à calculer l'amortissement à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service, la dernière annuité courant jusqu'au 31 décembre de l'exercice, même lorsque le bien est vendu en cours d'année.

Tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, réforme, destruction).

Le plan d'amortissement ne peut être modifié (durée et mode d'amortissement) qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien, la nature du bien ou à la suite d'une dépréciation (constatation ou reprise) ; cette révision fait l'objet d'une délibération. La base amortissable est alors modifiée de manière exclusivement prospective

L'article R2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante, à l'exception :

1. des frais relatifs aux documents d'urbanisme visés à l'article L.121-7 du Code de l'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans ;
2. des frais d'études et des frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans ;
3. des frais de recherche et de développement qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans ;
4. des brevets qui sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève ;
5. des subventions d'équipement versées qui sont amorties
 - a) sur une durée maximale de cinq ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises ;
 - b) sur une durée maximale de trente ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
 - c) ou sur une de quarante ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national (logement social, réseaux très haut débit...).

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;

Vu les articles L.2321-2 alinéa 27 et R.2321-1 du CGCT ;

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte les principes suivants :

Article 1 : Fixer, à compter du 1er janvier 2024, les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Compte	Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
Compte 202	Frais relatifs aux documents d'urbanisme	10 ans
Compte 2031	Frais d'études et frais d'insertion suivis ou non de réalisation	5 ans
Compte 204133	Subvention équipement versées au Département	30 ans
Compte 204181	Autres subventions équipement	15 ans
Compte 204183	Subvention équipement versées (ferroviaire)	30 ans
Compte 2051	Concessions et droits similaires	2 ans
Compte 2088	Autres immobilisations incorporelles	5 ans

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Compte	Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
Compte 2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 ans
Compte 21351	Installations générales, agencement	15 ans
Compte 2138	Autres constructions	10 ans
Compte 2152	Installations de voirie	6 ans
Compte 215731	Matériel roulant	5 ans
Compte 21578	Autre matériel et outillage de voirie	10 ans
Compte 2158	Autres installations, matériel et outillages techniques	5 ans
Compte 21838	Autre matériel informatique	2 ans
Compte 21848	Autre matériel de bureau et mobilier	5 ans
Compte 2188	Autres immobilisations corporelles	15 ans

Article 2 : La méthode d'amortissement appliquée est la méthode linéaire prorata temporis, les dépréciations étant réparties de manière égale sur la durée de vie du bien.

Article 3 : Le seuil d'amortissement des biens de faible valeur est fixé à 500 € TTC.

Article 4 : Tout plan d'amortissement commencé sera poursuivi jusqu'à son terme sauf cession, affectation, mise à disposition, réforme ou destruction du bien.

Article 5 : Les subventions d'investissements encaissées sont amorties au même rythme que l'amortissement du bien.

Article 6 : La présente délibération remplace les délibérations relatives aux amortissements des comités syndicaux du 17/03/2005 et du 29/06/2006.

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, informe l'Assemblée que dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres des sections d'investissement et de fonctionnement du budget principal.

Il convient donc de procéder à une décision modificative du budget 2023 du SIAC pour mettre en concordance entre le Syndicat et le Service de Gestion Comptable, le montant de l'état des amortissements antérieurs à l'année 2023, ceci préalablement au passage à la nomenclature M57.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte la décision modificative n°1 au Budget Principal du SIAC qui suit, décision qui s'équilibre, section par section, en dépenses et recettes :

Chapitre	Article	Budget Primitif 2023	Crédits nouveaux 2023 – DM N°1	Budget total (BP+DM)
Section d'investissement - dépenses				
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	13911 – Etat et établissements nationaux	4450,00 €	+ 828,59 € (fonction 01)	5278,59 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	13912 – Régions	0,00 €	+ 4 099,70 € (fonction 01)	4099,70 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	13913 – Département	7019,00 €	0,00 € (fonction 01)	7019,00 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	13916 – Autres établissements publics locaux	66,00 €	0,00 € (fonction 01)	66,00 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	13917 – Budget communautaire	2139,00 €	+ 5 269,15 € (fonction 01)	7408,15 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	13918 – Autres	1076,00 €	0,00 €	1076,00 €
20 – Immobilisations incorporelles	2031 – Frais d'études	105 300,00 €	-10 197,44 € (fonction 01)	95 102,56 €
Total dépenses d'investissement			0,00 €	
Section de fonctionnement - recettes				
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	777 – Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	14 750,00 €	+ 10 197,44 € (fonction 01)	24 947,44 €
70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses	70878 – par d'autres redevables	123 700,00 €	- 10 197,44 € (fonction 01)	113 502,56 €
Total recettes de fonctionnement			0,00 €	

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rappelle à l'Assemblée que le SIAC a engagé des démarches de concertation auprès des agents en place avec l'appui d'un cabinet extérieur pour dimensionner le service GEMAPI « à la carte », préciser les fiches de poste et le positionnement des agents. Le Comité Social Territorial auprès du CDG 74 a été saisi pour avis lors de sa séance du 21 septembre dernier et a émis un avis sans opposition.

Mme la Présidente rappelle que le SIAC a créé deux postes techniques lors de sa séance du 5 octobre dernier à effet au 01/01/2024. Un poste administratif reste à créer en renfort des services ressources actuels du SIAC. Les démarches pour son recrutement sont engagées.

En ce qui concerne les agents en place, des modifications ont été apportées à leur fiche de poste et les procédures prescrites par les textes ont été engagées pour mise en œuvre au 01/01/2024.

Il convient donc, par la présente délibération, de mettre à jour les intitulés des emplois dans le tableau des effectifs du SIAC, à effet au 01/01/2024, afin que le SIAC puisse finaliser ces démarches. Il ne s'agit pas de créer de nouveaux postes techniques.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB – 2019- 0051 du 7 octobre 2019 approuvant la modification des statuts du SIAC,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu l'avis du CST auprès du CDG 74 en date du 21/09/2023, sans opposition,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **VALIDE** le tableau des effectifs ci-dessous,

CADRE D'EMPLOI	GRADE	EFFECTIF	TEMPS TRAVAIL	INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES
DGS	DGS	1	35h	-Directeur
Attaché	Attaché principal	1	35h	
Attaché	Attaché	4	35h	- Responsable du pôle politiques contractuelles - Chargée de mission marketing touristique Geoparc - Médiatrice scientifique Geoparc actions pédagogiques - Urbaniste en animation territoriale et observation
Ingénieur	Ingénieur Principal	2	35 h	- Responsable du pôle Geoparc Chablais - Directeur Technique (au 01/01/2024)
Ingénieur	Ingénieur	3	35h	- Chargé des programmes et projets de gestion, de restauration et de valorisation des cours d'eau et zones humides (au 01/01/2024) - Chargé des ouvrages de protection et des projets structurants (au 01/01/2024) - Chargé de mission filière bois/forêt
Rédacteur	Rédacteur	2	35h	-Gestionnaire comptable & RH - Responsable du pôle Dynamiques Territoriales

Technicien	Technicien Principal 2ème classe	2	35h	- Sigiste Chargé de coordination du bassin versant des Dranses et Est lémanique (au 01/01/2024)
Technicien	Technicien	2	35h	- Chargé de communication - Technicien de rivières (au 01/01/2024)
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	35 h	-Secrétariat / accueil / service des assemblées / assistante commande publique

Point n° 8 – Instauration du régime des astreintes et des indemnités d'intervention à effet au 01/01/2024

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rappelle à l'Assemblée que des travaux préparatoires ont été conduits dans la perspective du transfert « à la carte » de la compétence GEMAPI au 01/01/2024.

Le nouveau service GEMAPI et rivières, redimensionné, a vocation à intervenir en cas de gestion de crise (crues des rivières principalement) à la fois pour la surveillance des systèmes d'endiguement qui seront classés et répertoriés mais aussi pour conseiller les Maires qui sont et demeurent Directeur des Opérations de Secours sur leur Commune.

Ces évènements climatiques (crues des cours d'eau) pouvant intervenir à tout moment, il est proposé d'instituer une astreinte de sécurité au SIAC pour ce service dédié. Ainsi, 1 des 5 agents techniques du service pourra être placé en astreinte à tour de rôle et donc en capacité d'intervenir si besoin.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte ou, à défaut, donner lieu à un repos compensateur sous certaines conditions.

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessous, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

Il reviendra ensuite à l'autorité territoriale de mettre en œuvre ces astreintes en fonction du contexte (type d'astreinte, période de mise en œuvre, planning d'organisation etc...) en tenant compte des impacts RH et financier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le Décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le Décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu l'avis du CST auprès du CDG 74 en date du 21/09/2023, favorable.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés

- **INSTAURE** le régime des astreintes et le régime des indemnités d'intervention selon les modalités suivantes :

Article 1^{er} – Motifs de recours aux astreintes

La mise en œuvre des astreintes est destinée à assurer un fonctionnement optimal des services publics dont l'intervention peut se justifier à tout moment. Il s'agit en particulier d'assurer dans des conditions adaptées la tranquillité et la sécurité publique, et de garantir la continuité des services dans les domaines où elle s'impose.

La collectivité pourra recourir à la mise en place d'une astreinte dans les cas suivants :

- *Evènements climatique (inondations, etc.) qui peut intervenir à tout moment car le phénomène peut être localisé, en toute saison.*

Les astreintes auront lieu soit :

- *Semaine complète ;* *Dimanche ou jour férié ;*
- *Du vendredi soir au lundi matin (WE) ;* *Une nuit de semaine*
- *Samedi ou sur journée de récupération ;*

Article 2 – Le personnel concerné

Il sera possible de recourir aux astreintes pour les agents de la filière technique occupant les emplois suivants :

- *Directeur Technique (Cat. A Ingénieur Principal)*
- *Chargé des programmes et projets de gestion (Cat. A Ingénieur),*
- *Chargé des ouvrages (Cat. A Ingénieur)*
- *Chargé de coordination du Bassin Versant (Cat. B Technicien Principal 2^{ème} classe)*
- *Technicien de rivières (Cat. B Technicien)*

Article 3 – Modalité d'application

Il est fixé, comme suit, les modalités d'application du régime des astreintes et des interventions, pendant ces périodes, accomplies par les agents titulaires et stagiaires et agents non titulaires de la collectivité :

Situations donnant lieu à astreintes et interventions	Services et emplois concernés	Modalités d'organisation	Modalités d'indemnisation
<i>Filière technique (Astreintes de sécurité)</i>			
<i>Evènement climatique en particulier crues et inondations, ainsi qu'autre phénomène exceptionnel pouvant avoir un impact direct ou indirect sur la prévention des inondations et les risques naturels, notamment par atteinte aux biens et/ou aux personnes.</i>	<i>Service GEMAPI et coordination du bassin versant</i>	<i>En cas d'effectif au complet, la rotation est estimée à 1 fois toutes les 5 semaines, à tour de rôle. Un planning prévisionnel sera défini au trimestre.</i>	<p>L'astreinte fera l'objet d'une indemnisation au taux en vigueur.</p> <p>Les heures d'intervention effectuées par l'agent durant sa période d'astreinte pourront faire l'objet soit d'une indemnisation, en heures supplémentaires (IHTS) pour les agents concernés dans les conditions définie par la délibération instaurant ces indemnités ou en indemnités d'intervention pour les autres agents, soit d'un repos compensateur, selon les montants et taux en vigueur.</p>

Les agents seront informés au moins 1 mois à l'avance de leur période d'astreinte sauf situation exceptionnelle. En cas de délai de prévenance inférieur à 15 jours, l'indemnité d'astreintes sera majorée de 50 %.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget. L'autorité territoriale sera chargée de veiller à la bonne exécution de ces dispositions.

Article 4 : l'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Pour les agents de la filière technique autres que les Ingénieurs titulaires ou contractuels, les interventions qui conduisent l'agent à dépasser ses obligations normales de service définies dans le cycle de travail peuvent donner lieu au versement d'IHTS ou être compensées par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures d'intervention, le cas échéant majorées selon les taux applicables aux IHTS.

Pour les Ingénieurs titulaires ou contractuels, l'indemnisation des interventions qui conduisent à dépasser les obligations normales de service définies dans le cycle de travail peuvent être indemnisées selon les montants en vigueur (16 € de l'heure pour un jour de semaine, 22 € de l'heure pour une nuit, samedi, dimanche et jour férié). A défaut d'être indemnisées, les périodes d'intervention peuvent être compensées par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures de travail effectif majoré :

- De 25 % pour les heures de samedi ou jour de repos imposé par la structure,
- De 50 % la nuit,
- De 100 % le dimanche et les jours fériés.

Pour les dispositions ci-dessus exposées, l'heure de nuit est fixée de 22 h à 7 h.

- **CHARGE** Mme la Président du SIAC de la mise en œuvre de ces dispositions.

M. Frédéric GERDIL s'interroge sur les interactions entre les astreintes et l'activation d'un PCS.

M. Jean GUILLARD souhaite des informations sur l'impact des crues récentes.

M. Gil THOMAS indique, qu'à sa connaissance, aucune Commune n'a activé de PCS dernièrement. Il y a par contre d'importantes tâches à entreprendre au niveau des sédiments et bois morts déposés en rivières.

Compte-rendu des décisions du Bureau

- Bureau du 25 octobre 2023
 - o D32_OCT2023 - Avenant n°1 à la convention de superposition d'affectations du domaine routier, route départementale 1005 et route communale du ranch
 - o D33_OCT2023 - Avis sur le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la Chapelle d'Abondance
- Bureau du 29 novembre 2023
 - o D34_NOV2023 - Modification du tableau des effectifs – remplacement par recrutement sur le poste de responsable du pôle dynamiques territoriales - Délibération votée à l'unanimité
 - o D35_NOV2023 - Convention de prestation de services pour l'animation de la filière forestière du Chablais
 - o D36_NOV2023 - Mise en œuvre de l'opération « Animation et fonctionnement du GAL du Nord des Alpes en 2024 »
 - o D37_NOV2023 - Avenant n°2 au marché 2019-001 « Maîtrise d'œuvre et dossiers réglementaires pour la réalisation de travaux de restauration hydromorphologique sur la Dranse de Morzine »
 - o D38_NOV2023 - Avenant n°2 au marché public 2021-019 « Elaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique » (fiche action B1-7 du contrat de rivières)
 - o D39_NOV2023 - Avenant n°1 au marché 2022-007 « Etude sur les risques de pollution liés aux activités d'élevage »

Compte-rendu des décisions de Mme la Présidente

- 2023
 - o 84_2023 - Interventions dans le cadre du séjour pédagogique des médiateurs du Géoparc du Chablais dans le Géoparc du Beaujolais les 16 et 17 novembre 2023
 - o 85_2023 - Location d'une salle pour le Journée de rencontre des partenaires du Géoparc le lundi 4 décembre
 - o 86_2023 - Fourniture de panneaux pédagogiques relatifs à la biodiversité de la Dranse et les bonnes pratiques à respecter vis-à-vis des milieux aquatiques lors de la pratique de sports en eau vive
 - o 87_2023 - Collation pour le stand du SIAC au Forum des collectivités territoriales de Haute-Savoie à la Rochexpo du 20 octobre 2023
 - o 88_2023 - Impression des supports de communication dans la cadre du stand du SIAC au Forum des collectivités territoriales de Haute-Savoie à la Rochexpo du 20 octobre 2023
 - o 89_2023 - Collation pour le Comité Syndical du SIAC du 14 décembre 2023
 - o 90_2023 - Décompte ARTT 2024
 - o 91_2023 - Changement des pneus été en pneus hiver des 3 véhicules du SIAC
 - o 92_2023 - Prestation d'un traiteur dans le cadre de la conférence des Maires du 25 novembre 2023
 - o 93_2023 - Achat d'un écran de projection pour les réunions du SIAC
 - o 94_2023 - Interventions dans le cadre de la conférence des Maires du samedi 25 novembre 2023
 - o 95_2023 - Collation pour le Comité de rivières le jeudi 30 novembre 2023
 - o 96_2023 - Intervention dans le cadre de la conférence des Maires du samedi 25 novembre 2023
 - o 97_2023 - Déjeuner lors de la conférence des Maires Samedi 25 novembre 2023
 - o 98_2023 - Organisation de la réunion du conseil scientifique du 24 novembre 2023

- 99_2023 - Location d'une salle pour le Journée de rencontre des partenaires du Géoparc le lundi 4 décembre, y compris accueil et restauration des participants - Annule et remplace la décision 85_2023
- 100_2023 - Réalisation d'une version franco-anglaise du film promotionnel du Géoparc Mondial UNESCO du CHABLAIS
- 101_2023 - Révision Kangoo immatriculé CK-017-FC
- 102_2023 - Réparation Clio IV immatriculé DL-250-BL
- 103_2023 - Ajout de fonctionnalités nouvelles au superviseur des stations de mesure des débits du Chablais (stations SIAC + DREAL)
- 104_2023 - Conception des illustrations et mise en page d'une affiche de sensibilisation à la préservation des ressources géologique
- 105_2023 - Renouvellement de l'abonnement au Dauphiné Libéré
- 106_2023 - Maintenance de logiciels ArcGIS – Esri France
- 107_2023 - Attribution du marché 2023-004 Restauration écomorphologique du Malève au Planchamp – Etude de définition – Marché subséquent à l'accord cadre 2019-010
- 108_2023 - Prolongation du contrat de maintenance pour le site internet du Géoparc - Année 2024
- 109_2023 - Création d'une cloison de Bureau dans les locaux du SIAC Pour le 01/01/2024

Agenda

2023		
Comité	Jeudi 14 décembre à 18h	Espace Tully

2024		
Bureau	Mercredi 17 janvier 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 18 janvier à 18h	Espace Tully
Bureau	Mercredi 14 février 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 15 février à 18h	Espace Tully
Bureau	Mercredi 20 mars 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 28 mars à 18h	Espace Tully
Bureau optionnel	Mercredi 17 avril 9h30	SIAC
Bureau	Mercredi 15 mai 9h30	SIAC
Bureau	Mercredi 19 juin 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 27 juin à 18h	Espace Tully
Bureau	Mercredi 17 juillet 9h30	SIAC

Informations diverses

- Géoparc : Revalidation du label Géoparc

Mme Marie-Pierre BERTHIER fait un point d'information sur l'évaluation du label GEOPARC à venir en 2024 et présente, dans ses grandes lignes, le contenu du rapport de progrès. Il convient d'ores et déjà de se préparer à la visite d'expertise qui devrait avoir lieu en début d'été 2024.

- Contrat de rivières : opération « JO de l'eau 2024 »

M. Gil THOMAS présente ce projet à organiser durant le premier semestre 2024 en partenariat avec l'ANEB.

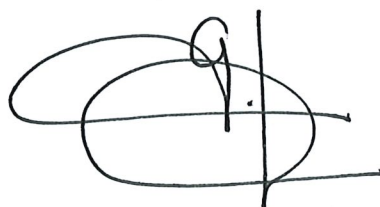
- Contrat de rivières : projection du film « concilier les usages pour mieux partager la Dranse »

La projection du film suscite une observation de M. Jean GUILLARD qui aurait souhaité plus d'images de macrofaune, poissons et flore, ainsi que moins insister sur la présence humaine. M. Gil THOMAS précise qu'il s'agit du second film, qui a suscité un débat sur le débit d'étiage, mais nous arrivons à mettre les partenaires autour de la table pour en discuter. M. Géraldine PFLIEGER insiste sur l'intérêt du film pour montrer également la biodiversité et la géodiversité du GEOPARC.

Mme la Présidente souhaite de bonnes fêtes de fin d'année aux membres présents et lève la séance.

Ce compte-rendu est validé par M. Gil THOMAS, délégué titulaire du SIAC et secrétaire de séance, avec accord pour diffusion.

Le secrétaire de séance et délégué titulaire du SIAC,




Compte-rendu validé par le secrétaire de séance et Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC avec accord pour diffusion

La Présidente



Géraldine PFLIEGER